

sement des affaires qui se fait sentir aujourd'hui. Examinons ce point, et faisons quelques comparaisons.

Nous voyons qu'en 1880, les recettes provenant de l'impôt étaient de \$30,613,522. Je dis les recettes provenant de l'impôt, ce qui veut dire l'argent réellement pris dans les goussets du peuple, ne tenant pas compte des diverses recettes provenant de nos travaux publics. En 1879, la dernière année de l'administration du cabinet Mackenzie, les taxes s'élevaient à \$18,476,613 ; ou, en d'autres termes, durant le dernier exercice le gouvernement a pris dans les goussets du peuple, sous forme d'impôts, \$12,136,909 de plus qu'on avait pris en 1879.

Mais on me répondrait, avec force, si je ne tenais pas compte de ce fait : En 1879, il y a eu un déficit de \$1,936,999, et vous devriez certainement ajouter ce déficit au revenu perçu cette année-là, parce que le gouvernement devrait prélever un montant de recettes égal à celui des dépenses. Je dis que c'est vrai et, par conséquent, j'ajoute le déficit de 1879 au montant des impôts, et les deux sommes réunies forment un total de \$20,414,612.

Mais on pourrait encore me répondre : vous devez reconnaître que la population était plus considérable en 1889 qu'en 1879, et que si l'augmentation des impôts n'est pas plus forte en proportion que celle de la population, le peuple n'est pas grevé, aujourd'hui, dans une plus grande proportion qu'en 1879. Ce serait là un argument juste et raisonnable, et je reconnais sa force ; par conséquent, j'ai ajouté aux impôts de 1879 le déficit de cet exercice, et j'ajoute maintenant 20 pour cent pour l'augmentation de la population de 1879 à 1889, et l'on reconnaîtra que cette proportion est raisonnable. Cela donnerait un montant d'impôts supplémentaires de \$4,082,922. Mais en réunissant tous les items il y aurait en, avec une assiette d'impôts qui aurait permis de faire face à toutes les dépenses, en ajoutant le déficit et la proportion correspondant à l'augmentation de la population, un montant d'impôts de \$24,497,534. Soustrayez ce montant de celui que le ministre des finances actuel a réellement pris dans les goussets du peuple, et il vous restera \$6,115,988 de taxes, que le peuple a payées cette année, de plus qu'il ne serait nécessaire, en tenant compte de l'augmentation de notre population et du déficit de 1879. De cette façon, je crois que la chambre découvrira clairement une grande cause de ralentissement des affaires et de l'appauvrissement du peuple, savoir : qu'en une année, l'an dernier, le gouvernement a pris dans les goussets du peuple plus de six millions de piastres de plus qu'il n'était nécessaire, si l'on compare les dépenses de cet exercice avec celles de 1879, en tenant compte de l'accroissement de la population qui a pu se produire dans l'intervalle. Cela représente 25 pour cent de plus que ceux qu'on aurait dû dépenser, en tenant compte de l'augmentation de la population.

Les honorables membres de la chambre comprendront que, si nous soustrions du peuple 25 pour cent par année en taxation de plus qu'il n'est nécessaire pour administrer les affaires publiques, le seul résultat à attendre est l'appauvrissement général du pays. A l'appui de cette proposition, je ferai une comparaison des dépenses respectives des deux gouvernements. En 1886, le présent gouvernement, pour le service public ordinaire, a dépensé \$36,917,834. En 1879, les dépenses furent de \$24,450,381, M. PATERSON (Brant).

ce qui fait voir une augmentation de dépenses de \$12,462,453, ou de 50 pour cent sur l'année 1889. Mais on pourra répondre : "pourquoi ne présentez-vous pas à la chambre des données exactes ; pourquoi citer les dépenses de 1889 et les comparer avec celles de 1879, sans tenir compte de l'augmentation de la population ? Ne savez-vous pas que à mesure que la population s'accroît, il faut s'attendre naturellement à une augmentation proportionnelle des dépenses ?"

Je reconnais la justesse de cette observation. Aussi, j'ai tenu compte de l'augmentation de la population, et j'ai ajouté 20 pour cent à la dépense de 1879, pour couvrir l'augmentation proportionnelle des dépenses, augmentation qui se monterait à \$4,891,076. Ce calcul fait, je me trouve encore avec une dépense totale de \$29,346,547, tandis que le présent gouvernement a dépensé \$36,917,834, soit \$7,571,377 de plus qu'en 1879.

On a demandé durant le débat sur la réciprocité commerciale, d'où nous venaient ces sept millions de piastres. Ce sont sept millions de piastres qui ont été dépensées en sus du nécessaire, si nous prenons pour base de comparaison la dépense faite durant la dernière année de l'administration-Mackenzie, outre 50 pour cent de marge que j'ai ajouté pour couvrir les dépenses provenant de l'augmentation de la population.

Je crois que le secret de l'appauvrissement de notre peuple se trouve là.

Je viens de faire voir que plus de sept millions de piastres ont été soutirés du peuple en taxation de plus qu'il n'était nécessaire. Si l'honorable ministre des finances avait dit : "Nous avons retiré cette somme ; mais nous avons réduit d'autant la dette publique, qui est devenue moins lourde chaque année, et les charges publiques ont été diminuées d'autant," ce serait une justification quelconque. Mais comment se trouve le compte de la dette publique ? Cette dette a-t-elle été réduite depuis dix ans, sous l'administration de la droite ? A-t-on appliqué le revenu des taxes imposées sur le peuple à l'acquittement de ce que nous devons sur les marchés financiers ? Non ; nous avons sous les yeux un état indiquant les diverses obligations qui constituent notre dette publique. En 1889, notre dette était de \$237,530,041, tandis qu'en 1879 la dette nette ne se montait qu'à \$142,990,187. En d'autres termes, le gouvernement, depuis dix ans, a augmenté la dette nationale de \$94,539,854.

Ainsi, vous avez vu soustraire, chaque année, de la poche des contribuables vos sept millions de taxes ; mais vous ne les avez pas appliquées à réduire la dette publique, puisque cette dette a continué de s'accroître de dix millions de piastres par année.

Je me suis efforcé d'exposer justement la situation. Je me suis arrêté aux dépenses de 1879 ; j'ai tenu compte de l'augmentation de la population, et en m'appuyant sur cette base, je constate, comme résultat, que la taxation du pays s'était accrue de \$7,000,000 de plus qu'il ne le fallait.

Établissons ce fait au moyen d'autres calculs. Comparons deux périodes de dix années chacune, comprenant presque tout le temps écoulé depuis la confédération. Les dix dernières années comprennent la période de la politique nationale inaugurée par le présent gouvernement. Je vais mettre sous les yeux de la chambre la valeur des importations totales du Canada et le montant perçu pendant ces deux périodes. La dernière période s'étend de 1879 à 1889, c'est la période de la politique natio-